

INFORMATION — PRÉVENTION — ÉDUCATION — FORMATION — SOINS

Éditorial

ENTREPRISES ET SIDA

par Michèle Barzach
Présidente de la
Fondation GlaxoSmithKline

La lutte contre le SIDA nécessite la mobilisation de tous les acteurs de la société. C'est également vrai dans le monde du travail. L'entreprise constitue une communauté en soi où l'on retrouve tous les enjeux liés à l'épidémie. Au nom de la responsabilité sociale et de leur conviction que les salariés constituent une population à haut risque, un nombre croissant

d'entrepreneurs se mobilisent autour de trois objectifs principaux : diminuer le nombre de nouveaux cas d'infection, éviter la discrimination sur le lieu de travail et permettre aux personnes infectées de conserver leur emploi le plus longtemps possible. Mais, mettre en œuvre une politique efficace de prévention et de prise en charge des personnes séropositives ne va pas forcément de soi et il n'existe, à l'évidence, pas de réponse universelle. Les entreprises leaders dans la lutte contre l'épidémie sont essentiellement de grandes multinationales dont les stratégies d'action constituent aujourd'hui des modèles exemplaires. Elles sont cependant difficilement adaptables aux problématiques des petites et moyennes entreprises pour lesquelles les modalités d'une réponse restent largement à définir. De nombreuses initiatives sont en cours sur le terrain et leur développement est propice au partage des compétences. Parmi les modes d'intervention expérimentés, il s'agit de dégager les principes communs et de valoriser les savoir-faire, afin de permettre à chaque entreprise d'élaborer une politique de lutte qui lui soit pleinement adaptée.

ENTREPRISES

L'infection par le VIH et le SIDA sont désormais une réalité incontournable du monde du travail sur le continent africain.

Les conséquences de l'épidémie pour les entreprises et leurs salariés sont souvent importantes, notamment dans les régions où la prévalence de la maladie est la plus élevée : baisse de la productivité, désorganisation des équipes et accroissement des coûts pour les premières, perte de ressources, voire perte d'emploi pour les seconds, sans compter le drame humain que constitue la maladie. Il n'est pas un secteur de l'économie qui ne soit pas concerné par le SIDA puisque celui-ci touche toutes les classes sociales et essentiellement la tranche d'âge la plus productive sur le marché du travail. La mobilisation du monde du travail face à l'épidémie constitue donc une nécessité vitale dans tous les pays du continent africain. D'autant que l'entreprise est très certainement l'un des milieux les plus accessibles pour faire passer les messages de prévention auprès de celles et ceux qui sont les plus concernés par le risque d'être contaminé par le VIH.

des membres de leur famille ont accepté d'effectuer un test. 34 personnes ont appris leur séropositivité à cette occasion et bénéficient désormais d'une prise en charge médicale, 15 étant sous traitement antirétroviral financé par l'entreprise. La Fondation GSK soutiendra la poursuite de ce programme en 2005.

...EN BREF
EN 2004

... SENSIBILISATION AU DÉPISTAGE

Une campagne de sensibilisation au dépistage a été organisée à Figuil en juin 2003 par le Centre Pasteur du Cameroun auprès des ouvriers de la société CIMENCAM et de leurs familles. 97 % des ouvriers et 64 %

Premier atelier inter-entreprises au Cameroun

Afin d'accompagner les entreprises dans la définition de leur politique de lutte contre le VIH, un premier atelier inter-entreprises d'amélioration des compétences face au SIDA a été organisé, avec le soutien de l'association SIDA-Entreprises et de la Fondation GSK, du 15 au 23 septembre dernier à Douala avec des représentants de 14 entreprises camerounaises. Cet atelier s'appuie sur l'initiative proposée par le Dr Jean-Louis Lamboray, dans le cadre du programme de l'UNITAR (United Nations Institute for Training and Research) pour la compétence face au SIDA.

INTERVIEW

» Dr Jean-Louis Lamboray

(Consultant, ancien responsable du programme conjoint ONUSIDA/UNITAR pour la compétence face au SIDA)

— De quelle manière a été conçue la démarche que vous proposez ?

Il s'agit d'une adaptation au contexte du SIDA d'une démarche élaborée par Chris Collison et Geoff Parcell au sein de la compagnie BP et qui consiste à proposer une nouvelle gestion de l'information et du savoir, en organisant un échange direct entre les acteurs de terrain.

Un projet conjoint de deux programmes des Nations Unies (ONUSIDA et UNITAR United Nations Institute for Training and Research) a adapté cette méthode spécifiquement dans le domaine du VIH/SIDA.

— C'est donc une mise en réseau des compétences des acteurs ?

La démarche est essentiellement pragmatique. Il s'agit d'abord de permettre aux acteurs de terrain de prendre conscience de leurs propres capacités. Nous, nous sommes là non pas pour apporter des recettes toutes faites, mais pour former les acteurs au processus d'échange entre eux.

— Quelles ont été les réactions des entreprises qui ont participé au premier séminaire, organisé à Douala ?

Elles ont exprimé une grande satisfaction car il est toujours intéressant de pouvoir se situer dans l'action. Les gens découvrent aussi tout ce qu'ils peuvent entreprendre par eux-mêmes, souvent à moindre coût. Enfin, lorsqu'on parvient à établir un dialogue au sein d'une entreprise sur une question aussi délicate que le SIDA, il est évident que cela constitue un progrès pour tout le monde et sur tous les plans.

Ouvrages de référence : « SIDA, la bataille peut être gagnée », par Jean-Louis Lamboray et Jean Legastelois. Édition de l'atelier. « Learning to Fly » par Chris Collison et Geoff Parcell, Wiley ed, deuxième édition.

ENTREPRISES ET SIDA

Ce qu'il faut savoir

Alors que les conséquences de l'épidémie sur le monde du travail sont préoccupantes, les entreprises s'efforcent de définir les modalités de prise en charge du risque lié au VIH/SIDA.

De nombreuses études ont cherché à évaluer l'impact de l'épidémie de SIDA sur le monde du travail dans les pays du continent africain. D'ici à 2020, la Banque Mondiale estime ainsi que dans les pays où la prévalence de l'infection est supérieure ou égale à 10 % de la population, la croissance du revenu national pourrait être réduite de plus d'un tiers du fait de l'épidémie. Les coûts engendrés par la maladie réduisent l'épargne, ce qui entraîne une baisse des investissements. La main-d'œuvre se raréfie en raison du nombre de personnes malades ou décédées.

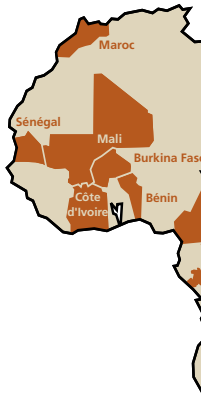
L'IMPACT AU SEIN DES ENTREPRISES

● L'impact du SIDA, à l'échelle d'une entreprise, n'est potentiellement pas moins important. Le fait que des employés ou des membres de leur famille soient atteints par la maladie est ainsi susceptible d'entraîner une baisse de la productivité, en raison de l'absentéisme et des perturbations qu'elle engendre dans l'organisation du travail. Le renouvellement des emplois des personnes malades ou décédées provoque une hausse des

dépenses de recrutement et de formation. La maladie induit ainsi souvent une hausse des coûts et par conséquent, une diminution de la rentabilité de l'entreprise et des investissements qu'elle peut engager. Pour les familles, la maladie provoque souvent une perte financière importante. De plus, la maladie peut susciter de nombreuses craintes et entraîner une stigmatisation des employés séropositifs. De leur côté, ces derniers vivent souvent dans l'isolement et dans la crainte de mesures discriminatoires à leur égard. De fait, le moral au sein de l'entreprise peut s'en trouver gravement affecté.

DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

● En 2001, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a publié un « Recueil de directives pratiques sur le VIH/SIDA et le monde du travail » qui présente un code de bonnes pratiques pour lutter efficacement et



... CENTRE MÉDICAL

Le Centre Médical du Bouquet à Douala, au Cameroun, a mis sur pied un ensemble de services destinés à améliorer l'accès à la prévention et aux soins des travailleurs de cinq entreprises de la zone industrielle de Bassa (Chococam, SIC CACAOS, Air Liquide, TRC et SIPCA). Au cours du premier

semestre 2004, 287 tests de dépistage ont été effectués avec un taux de séroprévalence positive de 10 %. 61 personnes séropositives sont actuellement suivies au Centre Médical, 22 patients bénéficient d'une prophylaxie par cotrimoxazole, 4 patients sont traités par antirétroviraux. Une prise en charge globale de ces personnes est financée par certains employeurs.

Chiffres-clés

5 à 10 % seulement de la population bénéficie d'un régime de couverture sociale : *Rapport macro économie et santé : investir dans la santé pour le développement économique*, Organisation Mondiale pour la Santé, 2001.

Les revenus des familles touchées par le SIDA chutent en moyenne de **40 à 60 %** : *Family Health International, Guide à l'intention des gestionnaires et des dirigeants, programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans l'entreprise*, 2004, www.fhi.org.

En 2001, les coûts salariaux des petites et moyennes entreprises sud-africaines ont augmenté de **2 à 6 %** du fait de l'épidémie de SIDA : *Family Health International, Guide à l'intention des gestionnaires et des dirigeants, programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans l'entreprise*, 2004, www.fhi.org.

Dans les pays les plus touchés par l'épidémie, le taux de croissance du PIB pourrait baisser de **1 à 2 %** : *Organisation Internationale des Employeurs, Manuel des employeurs sur le VIH/SIDA*, www.ioe-emp.org.



éthiquement contre l'épidémie au sein des entreprises. Ce recueil propose notamment un certain nombre de principes fondamentaux :

- L'absence de discrimination à l'emploi selon le statut sérologique (réel ou supposé) ;
- Le maintien dans l'emploi quel que soit le statut sérologique ;
- La garantie de confidentialité ;
- L'égalité des sexes ;
- Le dépistage volontaire ;
- Le dialogue entre les partenaires sociaux.

De nombreuses initiatives ont vu le jour pour favoriser la lutte contre l'infection par le VIH dans les entreprises. Des coordinations inter-entreprises ont ainsi vu le jour, comme la Coalition Mondiale des Entreprises contre le SIDA en 1997 ou, en France, SIDA-Entreprises en 2002. L'objectif de ces structures est de développer des stratégies opérationnelles pour renforcer les capacités des entreprises à mettre en œuvre des plans d'action de lutte contre le SIDA sur les lieux de travail. Des coalitions nationales de ce type existent également dans certains pays africains, par exemple au Kenya et en Afrique du Sud.

L'ENGAGEMENT DES ENTREPRISES

Les entreprises les plus engagées dans la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA sont essentiellement de grandes multinationales employant des dizaines de milliers de salariés et revendiquant par ailleurs une politique sociale proactive. Les programmes qu'elles ont mis en place, en partenariat avec des ONG, avec les politiques locales, avec des acteurs bilatéraux ou multilatéraux constituent aujourd'hui des prototypes qui peuvent être étendus à d'autres grandes entreprises. Concernant la question du traitement, ces entreprises se sont efforcées d'organiser une prise en charge de leurs salariés et de leurs ayants droit. Le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement antirétroviral dans ce cadre reste cependant très réduit car beaucoup de ces programmes ont été lancés récemment et les plus avancés d'entre eux sont confrontés à la réticence des employés à recourir au dépistage et au conseil au sein de leur entreprise. Les programmes de dépistage attirent en effet une proportion réduite d'employés s'ils ne sont pas accompagnés d'actions spécifiques de communication et de sensibilisation. Les entreprises s'interrogent donc aujourd'hui sur les modalités d'extension du dépistage. Une réflexion doit également être menée pour adapter ces modèles aux petites et moyennes entreprises dont le champ d'intervention reste plus particulièrement limité par des problématiques de confidentialité et de disponibilité des infrastructures de santé.



La Coalition Mondiale des Entreprises contre le VIH/SIDA (Global Business Council)

Initiée en 1997, la Coalition Mondiale des Entreprises (CME) contre le VIH/SIDA regroupe aujourd'hui 170 multinationales réparties dans plus de 130 pays. Elle a pour but d'encourager les entreprises à s'investir dans la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA dans le monde. La CME s'engage auprès des entreprises pour les aider à formaliser et à mettre en œuvre un plan de lutte contre le VIH/SIDA adapté à leurs spécificités. Le fonctionnement en réseau de la CME permet à ses membres de bénéficier des compétences et des savoir-faire des entreprises les plus impliquées et les plus expérimentées dans la lutte contre le VIH/SIDA, à l'exemple d'Angloamerican, d'Escom, de De Beers ou du groupe Lafarge. À partir des premières leçons acquises essentiellement en Afrique, ces entreprises sont aujourd'hui à même d'étendre leurs stratégies aux pays émergents tels que la Chine, l'Inde ou la Russie où l'épidémie progresse à un rythme alarmant. Par exemple, Daimler Chrysler et Barclays, autres leaders de la CME, ont généralisé leur politique de lutte initiée en Afrique à leurs multiples sites à travers le monde.

... SOUTIEN

Depuis 2003, la Fondation GSK apporte son soutien à quatre entreprises camerounaises pour leurs activités de prévention de l'infection par le VIH et de prise en charge des personnes atteintes. Le montant des subventions s'élève à 235 000 euros.

Parallèlement, la Fondation contribue, à hauteur de 203 000 euros, au financement de trois programmes de prise en charge du « risque SIDA » par des mutuelles ou par un système d'assurance volontaire. Ces programmes sont implantés en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Fasso.

... AGENDA

Le prochain congrès de l'International AIDS Society se déroulera du 24 au 27 juillet 2005 à Rio, au Brésil. La date limite pour les soumissions des abstracts est le 6 mars 2005. Pensez-y !

L'expérience de la FEMCI en Côte d'Ivoire

Proposer un dispositif pérenne d'assurance maladie, qui couvre le dépistage et les soins en rapport avec l'infection par le VIH, y compris le coût des médicaments, au sein des entreprises, voilà le pari d'un programme mis en œuvre depuis 3 ans en Côte d'Ivoire. Les graves troubles que traverse ce pays n'ont pas permis que ce programme se développe comme prévu, néanmoins l'expérience réalisée par la FEMCI apporte aujourd'hui des enseignements importants pour la mise en œuvre de ce type d'approche très innovante.

Une des difficultés que rencontrent fréquemment les personnes infectées par le VIH sur le continent africain est l'absence de couverture sociale. Quand bien même un système d'assurance maladie existe, il intègre rarement les frais médicaux liés au SIDA. En Côte d'Ivoire, la Fédération des mutuelles médicales (FEMCI) a lancé un projet de couverture du « risque SIDA », en collaboration avec Managed Care Côte d'Ivoire, société qui a mis en place pour la FEMCI un outil de gestion, et Health-cy, une agence de développement. « Les mutuelles de cette fédération estimaient jusqu'alors que les incertitudes concernant le coût de la prise en charge du SIDA étaient trop importantes et elles avaient décidé d'exclure cette maladie de leurs offres, explique le Dr Jean-Michel Lichtenberger de Health-cy. Le projet a consisté à voir si le SIDA ne pouvait pas être inclus dans le "panier de soins" des mutuelles. »

Deux objectifs simultanés

Lancé il y a trois ans, en septembre 2002, avec le soutien financier de la Fondation GSK, ce programme vise les adhérents et les ayants droit de mutuelles de santé d'entreprises privées implantées à Abidjan et sa région. Au total, ce ne sont pas moins de 38 000 personnes qui sont concernées, dont 7 500 employés, 6 750 conjoints et 23 750 enfants.

Deux objectifs sont poursuivis simultanément : d'une part, mettre en place une offre d'assurance maladie de l'infection par le VIH, avec proposition de dépistage ainsi que la prise en charge du suivi médical et des traitements pour les personnes infectées ; d'autre part, réaliser une analyse des coûts et définir un dispositif qui puisse être pérenne.



La première étape a consisté à convaincre les entreprises de participer au programme. « Au départ, les résistances ont été assez fortes, explique le Dr Lichtenberger. Nous avons dû lever les inquiétudes des uns et des autres. Les entreprises impliquées se sont ainsi engagées à assurer le financement, via leur mutuelle, des actions de dépistage de leurs salariés et de prise en charge de ceux qui se révéleraient séropositifs. Un engagement dans la durée puisque, même si le projet devait s'arrêter, la couverture des frais médicaux serait poursuivie pour les personnes infectées.

D'ailleurs, sur le plan strictement financier, le programme a d'ores et déjà montré sa viabilité. « Les analyses réalisées montrent que le "risque SIDA" est tout à fait supportable financièrement pour les entreprises, explique Jean-Michel Lichtenberger. La problématique première du programme est déjà dépassée ! » La FEMCI a ainsi commencé à proposer ce modèle à d'autres entreprises avec lesquelles elle travaille.

Sensibiliser à l'intérêt du dépistage

C'est en fait du côté de la proposition de dépistage aux employés que les responsables du programme rencontrent les principales difficultés. « Nous avons été surpris par le faible nombre de

personnes qui se sont présentées pour effectuer un test de dépistage. Le message consistant à dire "Vous avez tout intérêt à connaître votre statut sérologique car si vous êtes séropositif, vous serez suivis et traités" ne suffit pas. » explique Jean-Michel Lichtenberger.

Les responsables du programme ont alors décidé de faire évoluer le projet en organisant davantage de campagnes d'information. Ils ont ainsi commencé à réaliser au sein des entreprises des manifestations réunissant les salariés avec, à la fois, une démarche de sensibilisation à la question du SIDA et un aspect festif. « Nous sommes intervenus sous cette forme pour la première fois dans une entreprise de sécurité, raconte Jean-Michel Lichtenberger. Sur la centaine d'employés présents, 86 ont accepté de se faire dépister sur place. » Forts de ce premier succès, les responsables du programme répètent désormais ce type de manifestations.

Le message des pairs

Jean-Michel Lichtenberger tire deux enseignements principaux de cette expérience : « Mobiliser les gens sur l'intérêt du dépistage de manière collective et non pas individuelle est beaucoup plus efficace. Il se produit un effet d'entraînement qui conduit à accepter plus facilement la démarche du dépistage. La seconde constatation, c'est que l'intervention de pairs constitue un facteur important de motivation. Lorsqu'un employé vient raconter aux autres qu'il a passé le test, qu'il a ainsi appris sa séropositivité et qu'il est désormais sous traitement, le message sur l'intérêt du dépistage passe bien mieux. »

À l'heure actuelle, un peu plus de 600 personnes ont accepté d'être dépistées dans le cadre du programme. Au regard du nombre d'employés et de familles concernés par ce dernier, c'est encore relativement peu. Mais, désormais, la voie est tracée.